



Programme
des Nations Unies
pour l'environnement

UNEP/WG.143/INF.3
20 mars 1986

FRANCAIS
Original: FRANCAIS

PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

Réunion conjointe des Structures focales
nationales du Plan Bleu et du Programme
d'actions prioritaires

Athènes, 28-30 avril 1986

RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT
DES ACTIVITES DU PLAN BLEU
(JANVIER - MARS 1986)

PNUE

Athènes, 1986

PLAN BLEU

(original anglais)

RAPPORT D'ACTIVITES

1er janvier

-20 mars 1986

A. ACTIVITES INSTITUTIONNELLES

1. De nombreux documents pour le 5ème Comité d'Orientation et pour la réunion conjointe des Points Focaux Plan Bleu-P.A.P. ont été préparés (réunion avec MM. Manos et Pavasovic à Sophia-Antipolis, 22-23 janvier).
2. M. Komilis (de Grèce) a intégré l'équipe permanente à Sophia-Antipolis le 3 mars. Il sera chargé de l'étude des problèmes d'urbanisation.
3. L'état d'avancement des travaux a été présenté et discuté lors de la cinquième réunion du Comité d'Orientation (Sophia-Antipolis, 12-13 mars), constitué de nouveaux membres désignés lors de la Réunion Intergouvernementale de Gênes. L'état des scénarios nationaux a été passé en revue. Le Comité a également discuté les problèmes causés par la chute du dollar, et ses graves conséquences sur le budget et sur certaines parties du programme.

B. ACTIVITES SCIENTIFIQUES

Scénarios méditerranéens

4. Une réunion de travail a été tenue à Genève, les 25 et 26 février, avec des participants des groupes macro-économie et agro-alimentaire. Cette réunion a examiné les relations économétriques préparées par J. Royer et G. Jerger pour la croissance de la production agricole dans les principaux pays méditerranéens, et leur a apporté quelques légères modifications.
5. Il a été décidé de tester ces relations avec un premier essai aux horizons 2000 et 2025, à partir de taux de croissance de la production agricole proposés par M. Labonne, et d'hypothèses sur le développement potentiel de l'irrigation pour trois scénarios. Les besoins en eau en seront déduits, ainsi que si possible les investissements nécessaires et les coûts.
6. Le travail se poursuit sur les relations macroéconomiques générales.

Scénarios nationaux

7. France. Des discussions avec l'équipe française (Paris, 21 février) ont permis de définir les niveaux à prendre en compte dans les scénarios. Les premiers résultats sont attendus en mai.
8. Espagne. Pendant la réunion de Genève sur les scénarios méditerranéens (problèmes agro-alimentaires, 25-26 février). E. Fontela a annoncé la formation d'une équipe nationale en Espagne, associant diverses organisations sous la responsabilité et avec le soutien financier du Ministère des Travaux Publics.
9. E. Fontela a présenté le programme de travail prévu, basé sur trois modules en interaction : des scénarios qualitatifs, un modèle quantitatif, et un ensemble d'indicateurs d'environnement. Il est prévu que les premiers résultats pour trois scénarios seront présentés en Mai.

10. Il a été décidé de tenir fin mai une réunion où seraient comparés et discutés les scénarios espagnols et français.

11. Egypte. M. Abdel Rahman, au cours d'une visite à Sophia Antipolis (24-25 janvier) a annoncé la constitution d'une équipe nationale égyptienne pour les scénarios nationaux.

12. Algérie. Les possibilités de constitution d'une équipe pour les scénarios nationaux algériens, ainsi que des problèmes détaillés de ces scénarios, ont été largement discutés pendant les deux visites de L. Khaldoun à Sophia Antipolis fin janvier et fin février.

13. Il serait du plus grand intérêt qu'en parallèle avec les scénarios en cours des deux pays du "Nord", des scénarios d'au moins un ou deux pays du "Sud" puissent commencer aussitôt que possible afin de permettre des premières comparaisons qui seraient bénéfiques pour tout l'exercice scénario.

14. Yougoslavie. Des scénarios yougoslaves ont été discutés au cours d'une visite de V. Vekaric au CAR-PB pour la matrice d'intérêt (27-28 février).

15. Bien que tous ces contacts témoignent de progrès certains, il est urgent d'avoir plus de réactions nationales pour le progrès d'ensemble de l'exercice, et pour tenir strictement le calendrier. Tous les pays (sauf un) ont maintenant nommé des correspondants techniques pour les scénarios du Plan Bleu, et la "Note de Référence - Guide pour les Scénarios Nationaux" a été envoyée à tous les pays en décembre 1985.

Activités sectorielles et autres

16. Des discussions intéressantes ont été menées avec des experts du Ministère français de l'Agriculture sur le problème des industries agro-alimentaires. Mais la charge de travail ne permettra peut-être pas de tirer tout le profit possible de ces compétences.

17. Le Ministère français du Commerce et du Tourisme a accepté de participer et contribuer aux sous-scénarios tourisme méditerranéen du Plan Bleu. Des discussions utiles et profitables ont été également menées avec la Direction du Tourisme de la Commission des Communautés Européennes.

18. La chute des prix du pétrole et la nouvelle "crise de l'énergie" qui en résulte ont obligé à revoir certaines hypothèses sur l'énergie dans les scénarios méditerranéens. Le Directeur Scientifique a eu de nombreuses discussions avec des experts internationaux à Bruxelles et à Paris, et a assisté à un séminaire à Genève (4-5 mars) sur les prévisions de la demande d'énergie, avec des représentants des principales organisations internationales concernées (ONU, UNDP, CEE-NU, CEE, OCDE, CME, OPEP, AIEA, etc).

19. Une réunion de travail avec V. Vekaric (Sophia Antipolis, 27-28 février) sur la matrice d'intérêts a permis une revue détaillée du questionnaire, qui a été modifié et réarrangé.

20. La Banque de Données du Plan Bleu a été actualisée. Un Draft a été présenté au Comité d'Orientation.

21. Les détails opérationnels du contrat Armines sur la conception de méthodes intégrées pour les "scénarios du littoral" ont été mis au point.

22. Le Directeur Scientifique a préparé un rapport sur les "Perspectives énergétiques et de Développement/Environnement dans le Bassin Méditerranéen", à présenter à la 13ème session de la Conférence Mondiale de l'Energie (Cannes, Octobre 1986). Ce rapport a été approuvé par le P.N.U.E., Nairobi.